

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 23/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS TECAL

1 rue de l'Industrie
Zone industrielle du Gast
14500 Vire Normandie

Références : 2024-546
Code AIOT : 0005304291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement SAS TECAL implanté 1 rue de l'Industrie Zone industrielle du Gast 14500 Vire Normandie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient dans le cadre du suivi de l'établissement, consécutivement à sa déclaration de non classement SEVESO en date du 19 avril 2024, adressée à l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS TECAL
- 1 rue de l'Industrie Zone industrielle du Gast 14500 Vire Normandie

- Code AIOT : 0005304291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TECAL exerce une activité de traitement de surface de pièces en aluminium essentiellement destinées au marché automobile.

Elle est autorisée à exercer ses activités par arrêté préfectoral d'autorisation du 27 février 2004.

La société TECAL a été rachetée en 2010 par Verbrugge (qui a un autre site de chromage et nickelage à Lille).

Depuis 2011-2012, le site fabrique des plaques d'identification pour Renault Trucks, en parallèle de son activité d'anodisation.

Le site emploie une trentaine de personnes.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Cuvette de rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Détecteurs de niveau bas	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Classement des	Arrêté Ministériel du 09/11/2004,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	mélanges dangereux	article 2	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations sont à apporter sur la prise en compte des risques électriques ou chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : Les installations électriques de la société TECAL sont contrôlées en permanence par son service maintenance, et une fois par an par des organismes extérieurs. Les derniers Q18 et Q19 de moins d'un an, respectivement de juillet et janvier 2024, ont été réalisés par 2 intervenants différents. La vérification du tableau général basse tension (TGBT), de février 2023 soit plus d'un an, a été confiée à un 3ème.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : TECAL devra informer l'inspection, sous 1 mois, du délai dans lequel les contrôles du TGBT pourront être renouvelés, le rapport circonstancié de 2023 préconisant une mesure des dérivés furaniques, compte tenu de l'âge de l'appareil.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée :

<p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier de contrôle des installations électriques de juillet 2024 n'a été que partiel, pour de multiples raisons, et son rapport Q18 conclut que celles-ci peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Le rapport de contrôle par caméra infrarouge Q19 de janvier 2024 identifie 2 points chauds, sans que des actions correctives n'aient été entreprises depuis janvier dernier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>TECAL devra informer l'inspection, sous 1 mois, du délai dans lequel pourront être vérifiées ou inspectées, les installations électriques en cause, et le rapport de contrôle Q19 complété.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été identifié de zones ATEX au sein de l'établissement. Et de fait, ce dernier ne dispose pas de document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE). Cependant, s'agissant d'un atelier d'anodisation de métaux légers, mettant en œuvre des acides et des bains électrolytiques, des émissions diffuses de dihydrogène ne sont pas à exclure, ce que confirme la Fiche de Données de Sécurité de l'ancienne solution du bain de brillantage PRAYBRITE (§ 10). Alors que celle du nouveau produit actuellement employé dans ce même bain, le BD BRIAL, n'en fait pas état, cette dernière fiche ne concernant a priori que le produit lui</p>

même, pas son utilisation en anodisation. Le point 10.2 de cette fiche précise en effet que la solution est « Stable dans les conditions de manipulation et de conservation recommandées ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

TECAL devra informer l'inspection, sous 1 mois, s'il n'y a pas lieu d'instaurer un plan de prévention des risques d'explosion, avec localisation des zones ATEX, et pourquoi cette différence entre les deux fiches de sécurité des solutions de brillantage utilisées successivement dans son process, s'agissant d'une même cuve de traitement, sur la même chaîne, pour la même opération.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Cuvette de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Compatibilité des produits contenus

Prescription contrôlée :

Article 6 de l'arrêté du 30 juin 2006

« I. Dispositions générales :

(...)

« Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).

Constats :

Les 2 fiches de données de sécurité des brillanteurs PRAYBRITE ou BD BRIAL précisent que ces produits sont susceptibles de réagir avec les solutions alcalines ou acides, ce qui, sur une même chaîne d'anodisation avec cuvette de rétention déportée, n'est pas en accord avec la disposition ci-dessus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

TECAL devra informer l'inspection, sous 1 mois, des dispositions adoptées pour éviter les mélanges réactifs au sein de la cuvette de rétention de sa chaîne d'anodisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Détecteurs de niveau bas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications hebdomadaires
Prescription contrôlée : Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."
Constats : Toutes les cuves des bains de traitement chauffés par thermistances, sont équipées de sonde de niveau bas doublées. Ce point diminue par 2 le risque de défaillance de la chaîne de détection, mais dont juste l'état est contrôlé chaque semaine. L'attention de TECAL est attirée sur le fait qu'un simple contrôle de l'état de ces sondes ne semble pas satisfaire à la prescription. Ces dernières devraient faire également l'objet d'une vérification de leur fonctionnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : TECAL soumettra à l'inspection, sous 1 mois, un programme adapté et proportionné aux risques, de tests des sondes de niveau, permettant une fréquence de contrôle au moins équivalente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Classement des mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/11/2004, article 2
Thème(s) : Produits chimiques, Mentions de danger
Prescription contrôlée : Article 1er de l'arrêté du 9 novembre 2004 Le présent arrêté s'applique aux préparations qui : <ul style="list-style-type: none">- contiennent au moins une substance dangereuse au sens de l'article 2 ci-dessous, et- sont considérées comme dangereuses au sens de l'article R. 231-51 du code du travail. Article 2 de l'arrêté du 9 novembre 2004 Pour le présent arrêté, sont considérées comme substances dangereuses les substances correspondant aux catégories prévues à l'article R. 231-51 du code du travail qui : <ul style="list-style-type: none">- soit figurent à l'annexe I de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié ;

- soit, bien que ne figurant pas à cette annexe, présentent des propriétés dangereuses au sens de l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, de l'article L. 5132-2 du code de la santé publique ou des articles R. 1342-1 à R. 1343-2 du code de la santé publique.

Article 8 de l'arrêté du 9 novembre 2004

Pour les préparations visées par le présent arrêté, les substances dangereuses telles que visées à l'article 2 et qui sont classées comme dangereuses en raison de leurs effets sur la santé et/ou sur l'environnement, qu'elles soient présentes en tant qu'impuretés ou en tant qu'additifs, doivent être prises en considération lorsque leur concentration est égale ou supérieure à celle définie au tableau ci-après, sauf si des valeurs inférieures sont fixées à l'annexe VI, partie 3, du règlement (CE) n° 1272/2008, à l'annexe II, partie B, du présent arrêté, ou à son annexe III, partie B, sauf disposition contraire figurant à l'annexe V du présent arrêté.

Extrait du tableau, quelle que soit la catégorie de danger :

≥ 0,02 à 0,2 % en volume ;

≥ 0,1 à 1 % en poids

Constats :

L'attention de la société TECAL est attirée sur le fait que chaque bain de traitement, contenant une solution contenant des substances dangereuses, au sens du règlement européen n° 1272/2008, en proportion supérieure aux seuils ci-dessus rappelés, devrait faire l'objet d'un classement au titre de ce règlement, avec dans l'absolu une fiche de données de sécurité. Il en va de même pour certains bains usagés, comme ceux de brillantage, qui peuvent contenir 20 à 30 % de solution mère, ce qui aiderait à leur transport.

Type de suites proposées : Sans suite